

Déclaration au Conseil Général du Pas de Calais
25 juin 2012

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les conseillers généraux,

Comme mes Camarades et amis l'ont rappelé à juste titre, les électeurs, au soir du 6 mai ont viré Nicolas Sarkozy du pouvoir. C'est une très bonne chose.

Fossoyeur des acquis sociaux, serviteur des riches uniquement, il avait détruit, à une vitesse inégalable, toutes les avancées sociales obtenues par les luttes des travailleurs.

Rappelez vous, Mesdames et Messieurs les conseillers généraux, soutiens de Sarkozy, de notre promesse, en ce lieu le 22 novembre 2010, de ne rien lâcher !!!

Le 17 juin dernier, l'Assemblée Nationale basculait à gauche.
Encore une fois, les travailleurs y ont largement contribué.

Alors, Monsieur le Président, mesdames, messieurs, vous pourriez nous dire : Que demande le peuple, que faites-vous ici ? Pourquoi une présence aujourd'hui dans un hémicycle dont les conseillers généraux sont à une majorité écrasante de gauche.

Eh bien, Monsieur le Président, mesdames messieurs les conseillers généraux, parce que nous sommes venus vous informer que le drapeau rouge de la CGT est loin d'être rangé.

Parce que nous sommes déterminés, plus que jamais, à mettre fin à la régression sociale.

Parce que la majorité des élus sont devenus des gestionnaires et qu'à ce titre, la finance a depuis trop longtemps reléguait l'humain au dernier rang.

La décision prise dans la plupart des communes de gauche du Pas de Calais d'appliquer la journée de carence, en se retranchant derrière la loi, en est un mauvais exemple parmi tant d'autres.

C'est de votre responsabilité d'élus du peuple d'interpeller vos amis au gouvernement pour supprimer cette mesure, d'autant que le premier ministre ne l'applique pas chez lui.

La santé, le bien être au travail et la protection sociale des agents se doivent d'être vos priorités.

Les agents territoriaux paient en termes de santé les effets des politiques de gestion des personnels inspirées du « management ».

Comment pouvez accepter, élus de gauche, que des collègues ne puissent se soigner, faute de moyen, pour adhérer à une mutuelle ou de se payer la garantie maintien de salaire au-delà de trois mois de maladie.

Comment ne pas parler aujourd'hui de la situation des agents des routes, qui ont été

transférés au Conseil Général sur choix politique et qui dénoncent avec force la volonté de certains élus de notre département à privatiser une partie des réseaux routiers comme par exemple l'A 21.

Le conseil Général vient de mettre en place un logiciel du nom d'IG4. Celui-ci inquiète les personnels d'autant plus qu'il n'a pas été présenté aux organisations syndicales. Ce logiciel mentionne le coût du matériel des interventions, le coût par portions de routes, affiche les gains des agents.

La notion de rentabilité ou de mise en concurrence est bien plus présente à nos yeux que la notion de service public.

Le Logiciel CORAIL+, à son époque, avait servi à la dissolution de la DDE au profit d'une fausse décentralisation ou plutôt transfert de charges qui plombent les budgets des collectivités locales.

Les militants SNPTRI - CGT souhaitent d'ailleurs vous rencontrer, Monsieur le président, dans les meilleurs délais, concernant ces différents points et en aborder d'autres. Nous sommes persuadés de votre diligence.

Monsieur le Président, mesdames, messieurs les conseillers généraux, Il est évident pour la CGT de mettre tout en œuvre pour le retour de la retraite à 60 ans pour tous, à taux plein, en tenant réellement compte des carrières longues, des périodes de chômage, d'études, de la pénibilité... Les travailleurs ne sauraient se contenter de mesurètes qui ne concerneraient qu'une minorité de salariés.

La RGPP et la réforme territoriale doivent être abrogées rapidement.

L'augmentation du point d'indice avec l'intégration des primes dans le traitement de base sont aussi des revendications fortes des personnels sans oublier des mesures fortes pour lutter contre la précarité.

Je pense, Monsieur le Président, mesdames, messieurs les conseillers généraux de la majorité, qu'avec le gouvernement, l'assemblée nationale, le sénat, la majorité des régions et départements, vos familles politiques ont toutes les cartes en main pour répondre concrètement aux aspirations des travailleurs.

La CGT restera vigilante et mobilisée avec les salariés afin d'y parvenir.

Si pour certains, le changement c'est maintenant, pour nous, il doit être immédiat.

Je ne pouvais terminer mes propos sans dénoncer le comportement indigne de certains maires, conseillers généraux qui se permettent de porter des jugements ou des attaques sur la CGT ou ses militants, sans connaître notre organisation, sans connaître son fonctionnement, sans connaître nos fondamentaux, sans connaître ses militants, leur engagement bien au-delà du temps de travail sans indemnités contrairement à leurs détracteurs.

Certains sont assis confortablement dans leur fauteuil de puis des décennies, ne mesurent plus les difficultés quotidiennes des citoyens et se permettent des réflexions non fondées.

D'autres sont atteints d'amnésie.

Par contre, ils participent, de par leur attitude, à la montée des extrêmes dont notre département n'est pas exclu.

Ce sont les mêmes qui ne respectent pas les droits syndicaux et les organismes paritaires.

Ces élus qu'ils soient maires, conseillers généraux, présidents d'intercommunalités...seront bien évidemment en bonne place sur la liste noire de la CGT qui sera mise à jour dès la rentrée.

Vous savez pertinemment, Monsieur le Président, mesdames, messieurs que rien n'est jamais acquis, que d'autres échéances électorales sont à venir et que la CGT se rappellera, à chaque fois qu'elle le jugera utile, a votre bon souvenir.

Merci de votre attention et vive la CGT

Joris DE MACEDO
Secrétaire général de la CSD-CGT Services Publics du Pas de Calais